



Syndicat CGT Finances Publiques Haute-Corse

BASTIA, le vendredi 6 février 2015

Déclaration liminaire CGT au CTL du 6 février à Bastia.

**Les magasins ouverts le dimanche et la nuit mais les services publics fermés ou inaccessibles.
Et le gouvernement et la DGFIP qui osent encore parler de réformes modernes et sociales !!!**

Le 11 janvier dernier des millions de français se mobilisaient contre la barbarie et pour que les valeurs de la République de Liberté, d'Égalité et de Fraternité soient affirmées et retrouvent un sens.

Ces valeurs pour lesquelles la CGT se bat au quotidien sont pourtant malmenées par les politiques d'austérité imposées notamment par la Commission Européenne. En Grèce, cette politique a conduit le pays à la ruine et son peuple dans la misère. Le nouveau gouvernement Grec issu des urnes entend tourner le dos à ces politiques injustes et inefficaces. La CGT se tient aux côtés du peuple Grec dans sa volonté de lutter contre la Finance et pour la justice sociale.

Les valeurs de la République sont malheureusement piétinées par les réformes subies ou en cours dans le pays. La CGT salue la mémoire de notre collègue du SIE du Val de Marne qui le mois dernier a mis fin à ses jours. Cet agent ne supportait plus les surcharges de travail et le manque d'effectifs dans son service. Voilà ou peuvent mener les suppressions d'emplois, au-delà des arrêts maladie et des cas nombreux de dépressions. Alors que les conditions de travail se dégradent partout, le Patronat entend pourtant remettre en question la présence et le attributions des CHSCT.

A la DGFIP, les suppressions d'emplois se poursuivent et risquent fort de s'amplifier, (le ministère des Finances devant compenser les renforts annoncés dans l'armée et la police). Le dialogue social continue de se dégrader. Dernière nouvelle ; la possible obligation de déclarer les revenus par internet pour tous les contribuables. Et c'est toujours par la presse que les personnels sont informés.

Et bien sur toutes ces réformes sont présentées dans l'intérêt des usagers et même des agents. Pourtant la réalité est bien différente. En prétendant parfois être à l'écoute des agents vous poursuivez monsieur le Directeur, les fusions, regroupements tout en affaiblissement les services. Ainsi, la réduction des plages d'accueil dans les Trésoreries anticipe les prochaines suppressions d'emplois et fermetures de perceptions. Ainsi 3000 emplois budgétisés ne sont pas pourvus ; c'est scandaleux.

Les différents rapports gouvernementaux exigent la réduction de notre réseau. Malgré les centaines de fermetures de trésoreries déjà effectuées cela ne suffit pas. Et ce sont encore les agents, populations et les collectivités rurales qui sont les plus touchées par ces fermetures ou ces réductions d'horaires d'ouverture.

Ensuite, en voulant généraliser l'accueil sur rendez vous au SIP de Récipello, non seulement vous portez atteinte aux droits des usagers, mais surtout vous préparez les restructurations et suppressions d'emplois à venir.

La CGT ne veut pas que la DGFIP devienne ce qui est arrivé à Pôle Emploi. En effet ce service public est le moins apprécié de la population non pas à cause de ses personnels qui font leur possible, mais avant tout parce que l'accueil se fait **exclusivement** par rendez vous et que le contact est difficile à obtenir.

La DGFIP malgré des missions complexes et trop souvent mal comprises par les usagers, conserve une bonne image et encore une implantation territoriale importante au service des populations et des collectivités locales. **En affaiblissant ce maillage, en réduisant les lieux et les possibilités d'accueil vous détruisez un service public républicain essentiel.**

M Mazars, lorsque vous avez présenté l'expérimentation avec l'accueil sur rendez vous sur 2 jours, vous reconnaissiez vous-même que vous étiez allé peut être « un peu loin ». Comment alors comprendre qu'aujourd'hui vous souhaitiez aller « encore plus loin » et à notre avis trop loin en **supprimant totalement l'accueil sans rendez vous, si ce n'est par la volonté de la DG d'accélérer les suppressions d'emplois.**

Autant la CGT n'était pas opposée à l'expérimentation, notamment pour permettre aux agents de retrouver des conditions de travail moins pénibles, autant nous ne pouvons accepter la suppression totale de l'accueil sans rendez vous. Accepter une telle évolution ce serait valider les réformes en cours et à venir, dont les agents feront les frais ; et ce serait aussi pénaliser les populations les plus fragiles au moment ou notamment avec la progression du chômage les services publics doivent être plus présents et plus réactifs.

Comme nous le disons dans notre titre ; défendre les valeurs de la République comme l'on exigé les millions de manifestants le 11 janvier doit se traduire en actes forts. Ce n'est surtout pas en banalisant le travail du dimanche et de nuit tout en réduisant les moyens des services publics et ceux de la DGFIP en particulier que l'on y parviendra. Et j'ajouterai qu'en Corse notamment, la présence de structures avec des effectifs nécessaires sur l'ensemble du territoire est indispensable pour assurer à nos concitoyens une vie normale .

Pour toutes ces raisons, la CGT ne votera pas vos propositions réduisant et affaiblissant les conditions d'accueil .